



Lettre Mensuelle - Novembre 2012

1. Mission

2. Manifestations

2.1. Petit-déjeuner débat du 19 octobre à Dijon

2.2. Programme 4^{ème} trimestre 2012 et perspectives 2013

3. Publications

3.1. Il faut achever l'édifice du fédéralisme Européen (2/3)

3.2. Europe des 27 : La Hongrie

3.3. Liste des publicaions

4. Communication



1. Missions

Reprenant l'objet de nos statuts, notre association « a pour objet de réaliser, dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, toute action apte à œuvrer pour le développement et le rayonnement européen internes et externes dans toutes ses dimensions notamment par des actions de recherche, d'étude et de communication.

Elle a, en conséquence et pour rôle d'éclairer les membres qu'elle rassemble sur toutes les possibilités offertes tant par les lois et règlements que par les institutions existantes ou à créer. Elle a pour vocation d'étudier et de négocier avec les institutions et organismes compétents toute formule juridique, financière ou matérielle susceptible d'améliorer les prestations proposées à ses membres et dans le cadre de son objet.

Enfin, l'I.R.C.E. peut organiser, à périodicité régulière, des visites, réunions-débats sous la forme de conférences, colloques, expositions, petits déjeuners, dîners, cocktails, pour présenter des projets, recueillir des idées, recueillir des fonds mais également réfléchir sur ses buts, ses enjeux et les actions à engager. L'association ne poursuit aucun but politique ou religieux et est sans but lucratif. »

Outre le plaisir de nous réunir, l'IRCE n'est pas une association de plus et doit trouver sa place complémentaire parmi et avec les associations et autres fondations déjà existantes, que nous connaissons, tournées vers l'Europe (Confrontations Europe, mouvement européen, AFDEE...) ou plus généralistes (FRS, IRIS...).

Elle œuvrera pour le statut d'association européenne. Elle se veut être un laboratoire d'idées et d'échange en France amis surtout intra-européen sur le sens et la vision européenne mais également un vecteur de réalisations et d'accompagnement d'événements ou de projets. Elle se doit d'être référencée dans les plus grandes instances nationales, européennes voire mondiales (UNESCO...) sans oublier les réseaux locaux, notamment des collectivités, maisons de l'Europe en régions et Entreprise Europe Network.

A travers les mots de recherche et de communication, l'IRCE se doit d'entretenir plusieurs types des missions : d'une part **pédagogiques** pour mieux faire comprendre au grand public et aux entreprises le fonctionnement des institutions, de certaines mesures, comme des possibilités d'actions (et nous avons enregistré de très bons retours terrain lors du projet de convention européenne) avec un objectif de réduction sensible de l'abstention aux élections européennes, d'autre part **analytiques** mais également **génératrice d'idées et force de proposition** à travers certaines études ou interventions pour aider les institutions, collectivités ou organismes professionnels sur des sujets variés avec un fort échange intra-européen et enfin **d'accompagnement de projets** à portée macro ou micro-économique

De **nature apolitique, indépendante et généraliste**, l'IRCE se propose de rassembler des publics de domaines d'activités variés pour une richesse d'action ne négligeant aucune réalité ni aucune option de raisonnement. Elle doit faire germer visions et identité avec méthode en allant également chercher et comprendre d'autres points de vue et retours d'expériences pour mieux faire rayonner l'Europe par la richesse de ses différences en n'hésitant pas à mettre « d'autres



I.R.C.E.

Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe

lunettes » Un effort particulier sera lancé vers les universités, écoles de management et d'ingénieurs bien souvent délaissées au profit des seuls instituts de sciences politiques. Le monde parlementaire pourra enfin parler au monde de l'entreprise dans des approches mesurables, réalistes et réalisables

L'IRCE rayonnera en région avec des animations mais aussi des bureaux représentatifs afin d'accueillir de nombreux membres non parisiens et enrichir le partage et le sens de ses actions. Des groupes de travail pourront exister partout en France et correspondre par visio-conférence. Un ancrage est établi désormais en Bourgogne, qui accueille par la même occasion le nouveau siège social qui sera néanmoins domicilié dès que possible à la maison de l'Europe à Paris tout en conservant une adresse régionale.

La communication de l'IRCE s'effectuera à travers des publications d'articles et de revues thématiques avec appels à contribution. Une série de « livres blancs » pourrait être lancée. Mon souhait est **que l'IRCE soit reconnue comme organisme de référence à travers les médias papiers, radios et télévisés pour les questions liées à l'Europe**, avec interventions systématique sur les grands sujets. Mais cette communication s'effectuera également à travers les médias régionaux, avec un projet en cours en Bourgogne, concernant les approches comparatives territoriales sur des sujets variés.

François CHARLES

2. Manifestations

2.1. Petit-déjeuner débats à Dijon sur le Traité Européen

Le 19 octobre, le président a eu le plaisir d'expliquer le contenu et les enjeux du traité budgétaire européen, en passant notamment par un historique dollar / euro avec la présence de J-M Cavada, député européen et Président du Mouvement européen France, qui nous a donné également son regard sur la question





2.2. Programme 4^{ème} trimestre 2012 et perspectives 2013

2.2.1. Les prochains rendez-vous de l'IRCE en 2012 à DIJON

⇒ **Vendredi 16 novembre**

Petit déjeuner sur la tenue uniforme à l'école
De 8h30 à 10h – consommation demandée
Brasserie l'Imprimerie Concorde, place Darcy

⇒ **Mercredi 28 novembre (à confirmer)**

Dîner réservé à la communauté scientifique Lunar Society

⇒ **Vendredi 30 novembre**

Petit déjeuner sur le problème des minorités
De 8h30 à 10h – consommation demandée
Café de la préfecture, face à la préfecture, rue de la préfecture

⇒ **Jeudi 6 décembre**

Dîner d'automne raffiné accompagné de vins européens
Thème des appellations contrôlées
De 20h à 23h – adhérents 28 euros – non adhérents 32 euros – 20 pers maxi
Restaurant chez Victor & Gustave – place du marché

2.2.2. Notez pour début 2013

⇒ **Jeudi 24 janvier**

Découvrez l'Europe à travers les huiles d'olive
Dégustations commentées de 10 huiles sur 5 pays
De 19h à 21h – adhérents 5 euros, non membres 10 euros
Boutique Oliviers & Co – 24 rue des Godrans

⇒ **A confirmer : dimanche 27 janvier puis 25 février**

Diners scientifiques «Lunar Society»

⇒ **Février date à définir**

- Découvrez l'Europe à travers ses vins latins
Dégustation de 8 vins de 4 pays méditerranéens + accompagnement apéritif
De 19h à 21h – adhérents 10 euros – non adhérents 15 euros
Boutique au gout du vin rue d'Auxonne
1^{ère} quinzaine de Février : lieu à confirmer
- Journée « vendre à la défense » présence des Etats-majors, acheteurs locaux et régionaux, DGA et OTAN - réservé aux entreprises industrielles et de services

2.2.3. Thèmes des évènements en préparation à Paris pour 2013

- Pour une politique énergétique européenne dont nucléaire
- Armée européenne ou de circonstance ?
- Le modèle fédéral européen

- A l'occasion du salon aéronautique du Bourget 2013, l'IRCE va organiser un tournoi de golf en région parisienne, **sponsors bienvenus.**



3. Publications

3.1. Il faut achever l'édifice du fédéralisme Européen (2/3)

(Suite de la partie 1/3)

Europe des nations ou des régions ?

Une évidence est en place : la dynamique est plus efficace entre région qu'entre Etats. Il est plus facile d'appliquer des retours d'expériences de façon chirurgicales. Les citoyens sont curieux de l'Europe sur le terrain. Toute chose égale par ailleurs, les régions ne sont pas forcément des contrepouvoirs car elles établissent des plans stratégiques qui remontent au niveau national pour être valisées ensuite par la DG région qui s'en sert pour attribuer notamment les fonds structurels chargé de mettre à niveau les pays le plus démunis. Les fonds sont ensuite attribués aux régions par l'intermédiaire des préfetures avec demande de participation quasi systématique des collectivités. La commission a pour rôle d'instruire mais ensuite de contrôler. Mais sommes-nous en mesure de définir de vraies politiques de développement avec peut-être des règles adaptées pour éviter certains déséquilibres ? Et si nous nous en inspirions pour la recherche en France ?

On voit donc bien aussi un élément qui avance sur le terrain en attendant que la strate « étatique » soit accordée. Il manque le « chapeau » fédéral des nations et pourquoi pas une refonte du processus. En terme de clin d'œil, en France jacobine, la LGV Est est une forte avancée car elle relie des régions d'Europe sans passer par Paris. En terme de management, je prendrai volontiers la notion d'équipe performante des régions et des nations avec un chapeau européen « porteur de sens » qui n'intervient que pour réguler le cap. L'impression donnée est que cela fonctionne déjà mais sans les mêmes porteurs de sens et c'est toute la différence.

Un objectif stratégique clair pour l'Union

L'objectif est clair : placer les citoyens dans une situation de vie optimale.

L'histoire des relations monétaires a démontré la nécessité de stabilité des blocs. Elle valide les éléments de l'ancien premier pilier de Maastricht, qui peuvent néanmoins être aménagés de politiques protectionnistes. Le Buy European Act comme le Buy Energy Act, avec leurs règles financières et fiscales, seront de vrais éléments de renforcement de l'identité intérieure.

Mais un vrai courage doit être mis dans la politique sociale, apparue lors du premier essai de constitution, comme dans la politique fiscale d'imposition des entreprises. S'agissant de la TVA, chaque Etat peut conserver la sienne, sans impact sur les ventes ou les importations car un Français paie la TVA française même si le produit vient de Roumanie. Pour autant, il est possible d'analyser la mise en place d'une *fourchette*, comme autrefois dans la monnaie.

Une structure faite de sous-groupe mais dans une dynamique commune

Avec un clin d'œil footballistique, il n'est pas forcément question de créer une équipe d'Europe A et une équipe B. Certains veulent se contenter de la zone Euro. C'est une option saine pour consolider mais même à l'intérieur de cette zone, des sous-groupes peuvent être imaginés.

En effet, si les fonds structurels sont là pour aider les pays rentrants à se mettre à un certain niveau, il est possible d'imaginer des **sous-groupes** qui accèdent à l'optimisation par paliers de consolidation. Comme dans un processus qualité, la Grèce, la France, l'Estonie peuvent par exemple voir des **référentiels différents** en fonction de leurs réalités propres, du moment où ils produisent un résultat attendu. Nos marchés publics ne peuvent imposer à une entreprise d'être



ISO 9001 mais peut accepter un système équivalent. Il peut en être de même en Europe. Il s'agit donc surtout encore d'éléments techniques de subsidiarité bienveillante fédérale mais avec intervention potentielle normative du « chapeau » si aucune évolution, risquant de fragiliser l'édifice global, n'est réalisée sauf à quitter l'édifice. Gare aux « fédéraux » quand ils débarqueront, comme le connaissent les Etats-Unis. Mais ne connaissons nous pas déjà cela dans notre république jacobine, même décentralisée depuis 1982 ?

Au même titre qu'il faut éviter toute contamination des zones saines, il est toujours nécessaire de surveiller également les pays les plus forts afin qu'ils n'entraînent pas non plus les autres dans leur possible chute insoupçonnée. Enfin, une véritable analyse de risque doit être menée sur les actions structurelles et de recherche avec actions de consolidation à la clé.

Un leadership élu et reconnu

En matière de leadership, et en reprenant la théorie des organisations, on peut identifier les leaders « responsables » que sont le Conseil européen des chefs d'Etats. C'est le maintien de la flamme et non le pouvoir qui tourne tous les 6 mois. Nous en verrons les limites plus loin. Les leaders de processus sont en définitive le conseil des ministres et les parlementaires. Le leader opérationnel est le Président de la Commission. Le leader Evhémère est le conseil. Le leader psychologique est la Cour de Justice. Cette représentation tournante est plutôt confédérale que fédérale car chaque pays prend alors une certaine importance, ce qui n'empêche pas les autres de montrer leur tête. La seule personne vraiment connue est le Président de la Commission européenne. Un vrai fédéralisme d'une vraie identité européenne nécessiterait une représentativité forte d'un président et de ministres élus, représentatifs et reconnus. Quant au style de leadership, la démocratie ou le dirigisme bienveillant, avec un chef et un dialogue permis entre les parties, est une des conditions du maintien des liens.

Sans doute faudra-t-il un régime présidentiel avec une seule tête exécutive forte comme aux Etats Unis ou avoisinant comme dans les Etats monarchiques, ou en Italie et en Allemagne plutôt qu'un double exécutif, comme en France et dans les pays de l'Est, afin d'éviter les cohabitations improductives.

Un vrai budget représentatif dans une vraie gouvernance

Le budget de l'Union est composé de ponction sur la TVA, sur le PIB et sur des droits de douane. L'argent existe mais est dilué dans le temps et très contrôlé. Le système fonctionne mais il est en fait peu doté. Il équivaut aux 2/3 de celui de la France, n'a pas de poids réel et est donc fédéral par subsidiarité. La PAC en est le premier poste. On trouve des financements directs ou indirects à travers des programmes ou des fonds mais avec des plans à 6 ans et même des budgets spécifiques pour les PME. Tout le monde dit « qu'il y a de l'argent à Bruxelles », y court et se trompe de logique car l'Union veut que « cela soit bon pour l'Europe ».

La Commission s'émeut des aides d'Etat qui peuvent fausser la concurrence. Un vrai fédéralisme pourrait faire en sorte que ce soit l'Union qui investisse directement dans les entreprises stratégiques. Cette vision n'est pas partagée par tous et seul un vrai pouvoir politique durable plus de 6 mois pourrait engager cela. Mais ne le fait-elle pas déjà à travers le Fonds Européen d'investissement en plus de la Banque Européenne d'Investissement ? Une fois encore, il serait bon d'imaginer désormais certains sous-groupes de modalités d'investissement.

François CHARLES

(A suivre : partie 3)



3.2 Europe des 27 : La Hongrie



Politique

République démocratique de Hongrie le 23 octobre 1989

- Pouvoir législatif au Parlement à une seule chambre élue pour 4 ans avec des pouvoirs étendus : vote les lois, élit le Président de la République pour 5 ans, le Premier ministre, la Cour constitution.
- Le Président de la République est chef de l'Etat, nomme les ministres, peut révoquer et dissoudre le Parlement
- La plupart des actes officiels sont contresignés par le Premier Ministre
- 9 circonscriptions et la capitale

Géographique

- Entouré par les Alpes et les Carpates, vastes plaines au centre et à l'Est, multitude de lacs (lac Balaton, le plus grand d'Europe)
- 110 hab. / km², catholique romains 65%
- Minorités, expatriés en Roumanie (1,8 millions)

Economie

Rebond après 1993, économie dynamique mais inflation élevée

- Industrie de construction, télécommunication, agriculture
- Services : 60% du PIB
- Privatisations rapides : 75%
- Exportations : matières premières, machines, biens de consommation, denrées alimentaires
- Agriculture importante : 7% du PIB : blé, maïs, tournesol, élevage porcin et ovin, volaille
- Le premier pays à avoir déposé sa candidature
- Monnaie : Forint hongrois

Culture

Traditions équestres, nautiques, folkloriques

- Sources thermales
- Ilot linguistique



3.3 Liste des publications à retrouver sur notre blog et sur « le cercle les Echos »

- 3.3.1** Connaissance des nouveaux pays entrants : Administration, économie, géographie, culture
- 3.3.2** Pour un « Buy European Act » industriel de défense et de sécurité
- 3.3.3** Europe : mise en place d'un pare-feu de dissuasion mais gare aux dégâts collatéraux
- 3.3.4** Crise financière : mais qui veut donc la peau de l'euro ?
- 3.3.5** Quelles solutions de sortie de crise en Syrie ?
- 3.3.6** Et pourquoi pas une force d'intervention arabe en Syrie
- 3.3.7** Euro, fédéralisme et convertibilité or d'euros obligations
- 3.3.8** Jeux olympiques et affirmations internationales
- 3.3.9** La crise salvatrice de l'euro et de la Grèce
- 3.3.10** Le Rafale en Inde mais pourquoi pas toujours en Europe ?
- 3.3.11** L'OTAN vecteur d'intégration européenne
- 3.3.12** Mariage homosexuel : qu'en pense l'Europe chrétienne ?
- 3.3.13** Pour une règle d'or énergétique et nucléaire
- 3.3.14** Le fédéralisme européen existe ... presque déjà

4. Communication

- <http://irce.overblog.com/>
 - Publications et calendriers des évènements
- <http://www.linkedin.com/groups/IRCE>